

PAYSAGE RADIOPHONIQUE

# Le beurre et l'argent du beurre

La Saint-Nicolas 1992: plein d'espoir, Radio Ara entame son vol ...



(dessin: Guy Stoos)

**Economiquement, la libéralisation des radios de 1991 a échoué. Les radios concernées réclament plus de libéralisation ou, à défaut, une aide à la presse radiophonique.**

(roga) - Dix ans de réaménagement du paysage radiophonique luxembourgeois déjà, mais les glissements de terrain restent d'actualité. A l'heure actuelle, le gouvernement et la commission des médias du parlement tentent parallèlement de replanter les terrains vagues de ce paysage fragile ou de percer de nouvelles voies de passage.

## Tout le monde il est mécontent

Le gouvernement avait annoncé pour la mi-octobre une première ébauche pour adapter la loi de 1991 sur les médias électroniques aux nouvelles données de l'ère digitale et du réalisme économique. La cure de convalescence du ministre Biltgen aidant, l'ébauche a été retardée. On peut toutefois avoir l'impression que le gouvernement a des idées sur des adaptations techniques, mais que le volet politique du débat s'avère être un terrain quelque peu miné.

Au cours des dernières semaines, la commission des médias du parlement aura vu défiler un cortège coloré de commissions para-étatiques, d'opérateurs techniques et de représentants des six radios concernées par une éventuelle refonte de la loi. Avec quelques étonnantes positions communes.

La position des responsables de RTL (92,5 et télé) frôle la satire politique. Fiers de leur succès d'audience - fierté légitime du moins du côté de la radio, puisque la télé reste sans concurren-

ce - les responsables réclament une libéralisation totale. Ce qui est de bonne guerre pour un quasi-monopoliste, cela se fait partout au monde. Mais, petit détail cocasse: au cas où le marché publicitaire s'avérerait insuffisant, les pouvoirs publics seraient sensés boucher les trous financiers. En plus, ne serait-il pas opportun d'en finir avec le double emploi des bulletins d'informations sur "RTL 92,5" et "100,7" et de revenir sur la mythique solution "fenêtre" des débuts de la libéralisation. La "100,7" deviendrait une sorte de "RTL 2"?

La radio socio-culturelle ne l'entend pas de cette oreille. Après un long démarrage difficile, la radio publique a su conquérir une part d'audience appréciable pour une radio intellectuelle, qui à l'étranger restent souvent en-dessous d'un pour cent. Si "RTL 92,5" a donc pu s'affirmer comme championne du fast food de l'"infotainment", de plus en plus de personnes exaspérées par le sensationnalisme des radios privées ont recours à la sérénité de la radio publique.

## Les quatre cousins pauvres

Les deux radios à haute puissance peuvent au moins se prévaloir d'une substance financière suffisante pour aborder de nouveaux projets: RTL continue de grignoter la part essentielle du gâteau publicitaire tandis que "100,7" verra son budget pour 2002 gonflé à près de 110 millions de LUF, ce qui est 35 fois plus que sa "rivale" associative, Radio Ara.

Si l'on voit d'un autre côté celle parmi les radios à réseau qui est la plus performante - en l'occurrence Eldorado - traîne avec elle une perte accumulée d'un million d'euros, on perçoit le désarroi économique des autres radios.

"Radio Latina" et "Radio Ara" sont les moins bien loties. Avec un budget annuel de 3 mio de LUF, une personne salariée, un tronc fragile de bénévoles et peu de profil mainstream pouvant attirer la publicité, Ara reste un oiseau rare et vulnérable sur l'échiquier médiatique. "Latina" reste très ciblée sur un public restreint de concitoyens d'origine latine et est confrontée à des défis économiques considérables.

"DNR" par contre peut s'appuyer sur l'empire médiatique "Saint-Paul". Si l'on calculait en termes comptables réels les

échanges de pub avec "Wort", "télécran" et les autres médias catholiques, "DNR" afficherait un déficit faramineux. "Eldorado" pour sa part a bien ciblé une couche de la population jeune, avec un programme largement musical et peu ambitieux du point de vue contenus. Mais si une telle radio ne réussit déjà pas à relever les défis économiques, l'état de précarité des autres n'est pas surprenant.

## Save our waves!

Quelles sont donc les principales revendications formulées? Trois des quatre radios réclament une abolition de la clause qui plafonne les participations à 25 pour cent. En effet, cette disposition destinée à éviter des concentrations malsaines, est systématiquement contournée. Ainsi, dans le capital d'"Eldorado", il y a la CLT, et Saint-Paul a des participations à la fois dans "DNR" et "Latina", ce qui fausse évidemment les données de départ.

Par ailleurs, toutes les radios fustigent la concurrence déloyale de certaines radios locales, théoriquement à but non lucratif, mais qui par sociétés de publicité interposées gobent une bonne part des marchés publicitaires, surtout locaux et régionaux.

Ensuite, un traitement égalitaire est demandé. Les uns entendent par là une levée du plafond publicitaire par tranche horaire, les autres une mise en question de la fréquence "nationale" 107,7 octroyée à l'une des 4 radios à réseau d'émission, en l'occurrence "DNR".

Enfin, et c'est peut-être là un fait nouveau et significatif, toutes les radios, à l'exception de DNR, mais avec l'appui de RTL, évoquent l'aide à la presse. A première vue, cette réflexion n'est pas dénuée de sens. Lorsque le gouvernement accorde une aide à la presse écrite pour garantir un pluralisme politiquement correct, mais économiquement illusoire, il ne serait que logique d'inclure la presse radiophonique.

On peut toutefois se demander si le gouvernement est prêt à aller dans cette direction. D'abord, du point de vue de la valeur ajoutée sociétale, deux radios seulement devraient bénéficier a priori d'une telle aide: Latina pour sa mission intégrative et interculturelle et Ara pour ses projets éducatifs et citoyens. Donner une aide à la presse à une radio musicale ou à des radios d'"infotainment" paraît à première vue une entreprise hasardeuse. A moins que les radios concernés ne réussissent à élaborer un catalogue de critères pour des types de programmes "invendables" du point de vue commercial, mais qui représentent un intérêt public tel qu'une aide à la presse raisonnable puisse se justifier.

commentaire

## Militär statt Politik

**Ausgerechnet Ex-Generäle aus den USA und Israel sollen im festgefahrenen Nahost-Konflikt neue Lösungen bringen.**

Seinen Antrittsbesuch im Nahen Osten hat der US-Sondergesandte Anthony Zinni soeben hinter sich gebracht. Der Ex-General der US-Marines ging nach eigenen Worten in die ersten Gespräche mit den Konfliktparteien, "um zu lernen". Doch trotz der signalisierten Zurückhaltung bleibt zu befürchten, dass auch dieser Versuch, einen Waffenstillstand zwischen Israelis und Palästinensern zu vermitteln, scheitern wird. Das liegt einerseits an der bis auf die Spitze getriebenen Gewaltspirale: durch palästinensische Extremisten, die weiterhin mit tödlichen Attentaten jegliche Annäherung zwischen den Konfliktparteien verhindern. Durch die vom israelischen Premier Ariel Sharon seit einigen Wochen wieder verstärkt praktizierte Politik der "gezielten Tötung" sowie dem massiven Militäreinsatz in palästinensischen Lagern, die zur Verschärfung der Lage beigetragen haben. Der Besuch Sharons und seines Ex-Generals Meir Dagan in den USA in diesen Tagen ist nur ein weiteres Zeichen dafür, dass dem israelischen Hardliner zurzeit kaum an Friedensgesprächen gelegen ist. Warum sonst hat er in der Verhandlungsdelegation den gemäßigten Politiker Shimon Peres durch den für seine "Counter-Terrorismus"-Aktivitäten berühmten Ex-General Meir Dagan ersetzt?

Im Gepäck des Alt-Generälen-Gespans: Eine Forderung an Präsident Bush, palästinensische Terrororganisationen wie den Jihad und Hamas mit auf die "Terror"-Liste zu setzen. Dies und Sharons Bedingung an PLO-Chef Yassir Arafat, Friedensgespräche nur im Falle einer totalen siebentägigen Waffenruhe aufzunehmen, ist Wasser auf die Mühlen derjenigen, die nicht an die Kompromissbereitschaft der jetzigen israelischen Führung glauben wollen. Statt den Palästinensern klare politische Optionen zu bieten, wird dem Militarismus und Ex-Militärs das Wort gegeben. Dabei zeigt sich, und davor haben zahlreiche Menschenrechtsorganisationen und Nationen gewarnt, wie dienlich die momentane Terrorismus-Debatte ist. Auch wenn die terroristischen Attacken palästinensischer Extremisten absolut nicht zu rechtfertigen sind. Wer sich einseitig auf den Kampf gegen den Terror einswört, verkennet, dass es berechnete Befreiungsbestrebungen gibt (ohne dabei das Existenzrecht Israels in Frage zu stellen!) und Terror auch eine Folge jahrzehntelanger politischer Ohnmacht und Unterdrückung sein kann.

Ines Kurschat ist Redakteurin der woxx.

## Tschernobyl, 15 Jahre später

SchülerInnen aus Luxemburg machten bei ihrem Besuch in der Ukraine Bekanntschaft mit Opfern des Super-GAUs.



## Grün ist in!

... und das liegt nicht nur daran, dass übers Wochenende eine deutsche Partei dieser Farbrichtung die Gewaltfreiheit aus der Liste ihrer Grundwerte gestrichen hat. Schon am vergangenen Donnerstag auf der "Foire des étudiants" staunten die diensthabenden WoxxlerInnen nicht schlecht, als rund um unseren Messestand alles in freundliches Grün gehüllt war. Zu unserer Rechten leuchtete das schmucke Khaki der Luxemburger Armee, zu unserer Linken warb ein schwärzliches Türkis für die "Voix", das neue Printprodukt des Sankt-Paulus-Imperiums.

Als Zeitung riskierte die woxx wohl am ehesten mit der "Voix" verwechselt zu werden. Doch als jugendliche KriegsgegnerInnen nebenan, vor dem Armeestand, ein Sit-in veranstalteten, mussten wir auch noch befürchten, dass die woxx für eine Propagandabroschüre der MilitaristInnen gehalten würde. Zeit für uns, ein Jahr nach unserer Namensänderung auch über einen Farbwechsel nachzudenken?

woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: Gréngespon - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • Herausgeberin: Gréngespon soc. coop. • Redaktion: Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Robert Garcia (robert.garcia@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Germain Kerschen (germain.kerschen@woxx.lu),

Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Ines Kurschat (ines.kurschat@woxx.lu), Muriel Prieur (muriel.prieur@woxx.lu), Bibine Schulze (bibine.schulze@woxx.lu), Armand Turpel (armand.turpel@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), Danièle Weber (danièle.weber@woxx.lu) • Karikaturen: Guy W. Stoos • Fotos: Christian Mosar • Verwaltung: Monique Ludovicy (monique.ludovicy@woxx.lu) • Bürozeiten: Mo - Fr 9 bis 12 und 13 bis 16 Uhr. Unterzeichnete Artikel geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. • Druck: Imprimerie COPE, Luxemburg • Einzelpreis: 60,- LUF / 1,49 € • Abonnements: 52 Nummern kosten 2.400,- LUF (Ausland zzgl. 900,- LUF); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 1.000 LUF. • Postscheckkonto: CCPL 102654-28 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk "Neu-Abo"; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • Anzeigen: Espace Régie Luxembourg s.a. - Tel.: 26 25 75 -1 Fax: 26 25 75-75 • Recherchefonds: Spenden zur Unterstützung des weiteren Ausbaus des Projektes auf das Konto CCPL 24495-51 der "Solidaritéit mam Gréngespon asbl" sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto. • Post-Anschrift: woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • Büros: 51, Av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • E-mail: woxx@woxx.lu • Site: www.woxx.lu • Tel.: (00-352) 29 79 99-0 • Fax: 29 79 79